

Verbatim protocol for Legal Affairs Committee meeting of 5 November 2013:
State of play Debate on the implementation of the unitary patent package

– Original language version–¹

<http://www.europarl.europa.eu/ep-live/en/committees/video?event=20131105-1530-COMMITTEE-JURI> (from 15:37:45 of the recording, last access on 22 May 2014.)

* * *

Statements were made by the following individuals:

- Klaus-Heiner Lehne (EPP group, rapporteur on the agreement for the court system),
- Pierre Delsaux (European Commission, Deputy Director General Directorate Internal Market and Services),
- Jérôme Debrulle (Chairman of the Select Committee),
- Margot Fröhlinger (European Patent Office, Principal Director Patent Law and Multilateral Affairs),
- Paul van Beukering (Chairman of the Preparatory Committee of the Unified Patent Court),
- Johannes Karcher (Coordinator Working group Legal Framework of the Unified Patent Court),
- Winfried Tilmann (Drafting Committee for the Rules of Procedure),
- Thierry Sueur (Business Europe).

* * *

1 **Klaus-Heiner Lehne:**²

2 „Meine sehr verehrten Damen und Herren Kolleginnen und Kollegen, sehr verehrte Sachverständige und auch alle sonstigen Damen und Herren, die in dieser Saale sind, herzlich Willkommen zu unserer Anhörung zur Umsetzung der Regelungen aus dem europäischen Patentpaket.

3 Ich darf insbesondere auch begrüßen die Berichterstatter, die drei, die hier heute zugegen sind, sowie die anderen Kollegen. Unter den Sachverständigen Herrn Pierre Delsaux, der stellvertretender Generaldirektor der Direktion Markt ist, Herrn Jérôme Debrulle, der gleichzeitig der Vorsitzende des Select Committees ist, Frau Margot Fröhlinger aus dem European Patent Office, Herrn Paul van Beukering, der der Vorsitzende des Preparatory Committee of the Unified Patent Court ist, ich nehme jetzt den englischen Titel, Herrn Johannes Karcher, der Coordinator of the Legal Framework Group of the Unified Patent Court ist, Herrn Winfried Tilmann, der Mitglied des Ausschusses ist, in dem die Rules of Procedure vorbereitet und entwickelt werden, und Herrn Thierry Sueur von Business Europe.

4 Ich würde vorschlagen, dass wir mit Blick auf die fortgeschrittene Zeit gleich beginnen und würde deshalb Herrn Delsaux bitten, dass er für die DG Markt zehn Minuten uns kurz die Po-

¹ Speeches given in English language are reproduced in transcribed form, speeches in other languages were transcribed in their original language and then translated into English.

² Transcript of the German original speech, from 15:38:03 of the session recording.

sition der aktuellen Entwicklung erläutert. Dann machen wir entsprechend der Tagesordnung weiter. Herr Delsaux, bitte, Sie haben das Wort.“

5 **Pierre Delsaux:**³

6 „Merci, Monsieur le Président. Et merci aussi à votre Comité d’avoir organisé une audition sur ce dossier qui est extrêmement important qui, surtout, a une valeur de symbole pour la construction du marché intérieur. Alors, je voudrais aussi, à l’occasion, remercier évidemment votre Comité et vos rapporteurs pour le travail excellent qui ont été faits et qui ont conduit finalement au compromis qui a été adopté l’hiver passé.

7 Alors, effectivement, nous avons maintenant un compromis sur la table, mais l’enjeu et le défi que nous avons tous à affronter, c’est de faire en sorte que ce compromis devienne une réalité et devienne effectivement une possibilité pour les entreprises européennes.

8 Et pour ça, la première chose qu’il faut qu’il se produise : il faut que les États membres ratifient les textes qui ont été adoptés et la juridic... l’accord sur la juridiction sur les brevets. Comme vous le savez, il faut que 13 États membres ratifient ce texte, dont la France, le Royaume-Uni et l’Allemagne. Aujourd’hui, un seul État membre, l’Autriche, a ratifié ce texte. Et d’autres pays comme la France et la Belgique ont bien avancé, mais il est clair que pour d’autres États membres plus de temps sera nécessaire.

9 Par exemple, le Royaume-Uni ne devrait pas ratifier avant la fin 2014, l’Irlande va devoir faire un référendum, et il est probable que le Danemark aussi doive effectuer un référendum. Donc, tout ça risque de ralentir le processus de ratification. Au départ, nous étions très optimistes, nous espérions que nous pourrions obtenir le premier brevet européen avant les élections du Parlement européen. Je crois que maintenant il faut être réaliste. On doit considérer que l’on vise l’objectif de 2015, mais il faut garder le mouvement, il faut continuer la pression pour être sûr que le processus de ratification continue dans les États membres.

10 Le deuxième défi, et qui est évidemment extrêmement important, c’est qu’il faut mettre en place l’écosystème qui entoure le brevet européen. Alors, ça implique quoi ? Eh bien, ça implique tout d’abord qu’il faut mettre en place la juridiction unifiée, et comme vous le savez un Comité préparatoire animé par les États membres est en train de travailler sur cette question, et vous avez Paul van Beukering, qui est le Président de ce Comité, qui vous informera en détail de ce qui se fait.

11 Le deuxième aspect qui est aussi extrêmement important, c’est qu’il faut travailler aux modalités de délivrance et d’administration du futur brevet unitaire par l’Office européen des brevets. Et il y a un Comité restreint du Conseil d’administration qui travaille à ces questions. Il lui conviendra d’adopter le Règlement d’exécution du brevet unitaire, mais aussi - c’est un élément sur lequel je reviendrai - la lourde tâche de fixer le montant des taxes de maintien en vigueur du futur brevet unitaire. Là aussi, les discussions devraient être achevées pour l’été 2014. De notre point de vue, et le Président de ce Comité, Jérôme Debrulle, vous en parlera, mais de notre point de vue il est essentiel que l’on trouve un bon équilibre, qui devra à la fois garantir l’attractivité du système et la soutenabilité du système.

12 Alors, dans ce contexte, quel est le rôle de la Commission ? Eh bien, bien sûr, nous ne nions pas la responsabilité des États membres, mais la Commission suit de près les travaux des États membres, et nous sommes observateurs au sein du Comité préparatoire et du Comité restreint et nous continuerons à prendre part aux discussions. Et surtout, nous voulons vérifier que les décisions prises ne s’écartent pas de ce qui a été décidé conjointement par le Parlement européen et par le Conseil, et surtout ne viole pas le droit de l’Union européenne.

³ Transcript of the French original speech, from 15:39:36.

- 13 Mais notre rôle ne s'arrête pas à cela. Comme vous le savez aussi, nous avons fait une proposition en juillet dernier visant à modifier le Règlement Bruxelles I, vous savez que c'est indispensable pour que le ... que l'entrée ... que le brevet européen entre en vigueur. Et donc, nous espérons que d'ici la fin de cette année, nous pourrions obtenir un accord sur cette question extrêmement importante, entre le Conseil et le Parlement européen.
- 14 Par ailleurs, je dois vous dire qu'un certain nombre de questions juridiques qui ne relèvent pas directement de la compétence du Comité préparatoire ou du Comité restreint peuvent ou pourront être discutées de manière approfondie du point de vue de l'Union européenne. Pour vous donner un exemple tout à fait concret : C'est la question, par exemple, de l'articulation entre le futur brevet unitaire et les certificats complémentaires de protection, qui permettent donc de prolonger la durée de vie du brevet pour certains types de brevets, de produits. Donc, c'est pour ça que la Commission a créé un forum supplémentaire que nous avons appelé le « Comité de contact », dont la première réunion s'est tenue le 14 octobre et qui permet aux États membres de pouvoir évoquer toute question qui ne tombe pas sous le coup du mandat du Comité préparatoire et du Comité restreint.
- 15 Enfin, en vertu de l'article 14 sur le règlement du brevet unitaire, la Commission doit aussi passer un accord avec l'Office européen des brevets, un accord administratif, pour assurer une coopération étroite visant au bon fonctionnement du système. Là aussi, nous souhaitons avancer rapidement.
- 16 Alors, en guise de conclusion, je dirais qu'il y a fondamentalement deux défis qui nous attendent tous en ce qui concerne le brevet européen :
- 17 Premièrement, il faut concilier l'attractivité, la cohérence et la soutenabilité financière du système. Le coût du brevet unitaire sera un élément important pour les futurs utilisateurs. Ils ne manqueront pas, évidemment, de le comparer au coût d'obtention d'un brevet actuellement. Il faut donc, il faut donc un prix qui soit attractif, mais il faut en même temps que ce soit soutenable pour les équilibres financiers de l'Office européen des brevets et des États membres. Donc la question financière, pour nous, est importante.
- 18 Le second défi qu'il faudra relever, c'est qu'il faut que le nouveau système garantisse, soit fiable et apporte la sécurité juridique aux utilisateurs. Là aussi, la confiance est essentielle, et nous devons être sûrs que les utilisateurs et les inventeurs devront pouvoir avoir confiance dans la Cour et dans la qualité de ses jugements. Donc de ce point de vue, les règles de procédure sont essentielles, elles devront être solides, équilibrées, elles devront éviter le recours au « forum shopping » et devront éviter, dans toute la mesure du possible, les abus de procédure.
- 19 La qualité et la formation des magistrats nous paraît aussi essentielle, mais nous sommes certains que les États membres vont veiller à ce que les membres de cette Cour soient des gens de qualité. Alors, ces deux questions nous paraissent essentielles, et donc il est important que nous continuions à veiller, dans le futur, à ce que ces deux questions soient remplies et satisfassent les attentes de tous les utilisateurs potentiels.
- 20 Mais restons optimistes, on ne pourra pas avoir un nouveau brevet pour les élections européennes de 2014, mais espérons en tout cas que le nouveau Parlement très vite aura traité d'un brevet européen qui existe pour toutes les entreprises. Merci.“

21 **Klaus-Heiner Lehne:**

- 22 „Vielen herzlichen Dank für diesen Beitrag, Herr Delsaux. Jetzt kommen wir als nächstes zu Herrn Jérôme Debrulle, dem Vorsitzenden des Select Committee. Bitte, Sie haben das Wort.“

23 **Jerôme Debrulle**:⁴

24 „Thank you, Mr Chairman. Thank you also for giving us the opportunity to report to the JURI Committee of the European Parliament, which played an important role in the conclusion of the final package on the unitary patent protection.

25 Firstly, I will briefly recall the legal framework of the implementation of the EU Regulation on the unitary patent protection. Then I will describe in general terms the state of implementation, in particular the creation of the Select Committee, its activities and its timetable.

26 As you know, the EU Regulation 1257 defines a European patent with unitary effect as a patent granted by the European Patent Office under the Rule of Procedures laid down by the European Patent Convention which benefits from unitary effect in the participating member states by virtue of the EU Regulation 1257. The European patent with unitary effect relies thus on two legal instruments: The EU Regulation on one side and the EPC on the other side.

27 The EU Regulation 1257 defines the condition and the scope of the unitary effect that will be attributed to a European patent granted under the rules of the EPC. It is in this context that article 9(1) of the Regulation lays down that the participating member states shall give the European Patent Office administrative task related to the unitary effect. Article 9(2) of the Regulation imposes also an obligation on the participating member states to set up a Select Committee in the framework of the European Patent Organization. Within that Select Committee, the 25 participating EU member states will ensure the governance and the supervision on the administrative task that will be entrusted to the EPO. They will also have to set the level of the renewal fees and to define the distribution key of the share of the renewal fee that will be attributed to the 25 EU participating member states in accordance with the provisions of the EU Regulation.

28 It is in this framework that the 25 participating EU member states have created on the 20th of March 2013 the Select Committee. As I just said, on the 20th of March 2013 the Select Committee has held its inaugural meeting. Since then, the Select Committee has held four more meetings, respectively on the 29th of May, the 25th and the 26th of June, the 18th of September and the 30th of October. The next meeting is foreseen on the 10th and 11th of December. Between the 20th of March and the 25th of June, the work of the Select Committee has been mainly focused on institutional matters, the creation of the Select Committee, the definition of its composition and the adoption of its Rules of Procedure. In accordance with the EU Regulation, the Select Committee consists of representatives of the 25 EU participating member states and the Commission as an observer. The Select Committee has also granted the observer status to two non-governmental organizations, representing the users of the European patent system, namely Business Europe and EPI.

29 Since the 26th of June, the Select Committee has begun to work on issues of substance. The first issue of substance to be dealt with by the Select Committee is the draft rules relating to the unitary patent protection. These draft rules relate mainly to the procedure that will be administrated by the EPO in carrying out the task that the participating member states will entrust to the EPO in accordance with the EU Regulation. They concern administrative procedures like the filing of a request for unitary effect, the filing of a statement of license of rights, the administrative rules related to the payment of the renewal fees and the entries in the register for the unitary patent protection. Discussion within the Select Committee considers the number of comments received both from member states and users of the patent system. Several future meetings of the Select Committee will be dedicated to the examination of these draft rules before their formal adoption. The second issue of substance concerns the financial and budgetary aspect of the implementation of the unitary patent protection.

⁴ Transcript of the English original speech, from 15:46:55.

- 30 At the end of October, a first meeting of the Select Committee has been held to start discussion on those financial and budgetary aspects. The financial and budgetary aspects of the implementation of the unitary patent protection concern mainly the level of the renewal fees for the unitary patent, the definition of the distribution key for the share of the renewal fees that will be attributed to the participating member states, but also the budgetary aspects of the administrative task that will be entrusted to the EPO and the implementation of the compensation scheme for the reimbursement of translation costs of European patent applications into an official language of the EPO.
- 31 During this meeting of the 30th of October, three topics have been presented and preliminarily discussed within the Select Committee.
- 32 The first presentation concerns statistical information about the current validation and maintenance practice of European patents and current renewal fees foreseen in the national level by the 25 EU participating member states.
- 33 The second presentation was a more prospective one. It was a modelling of financial factors that could be taken into account by the patent holder in the decision to opt between the unitary patent and the classical European patent. This modelling is mainly based on a comparison of the costs of the classical European patent and the possible costs of the unitary patent. The need to integrate in this modelling of the economical factors has been underlined by several members in the Select Committee.
- 34 The third presentation concerns the compensation scheme for the reimbursement of translation costs of European patent applications into one of the official languages of the EPO. At this stage, the presentation has mainly described different options for the practical arrangement of the compensation scheme, for example when the request for compensation will have to be submitted, at the filing of the application or at the filing of the request for unitary effect when the patent has already been granted? What will be the form of the compensation? A flat compensation or a compensation per page with a ceiling?
- 35 The discussions of the basis of concrete proposals for the financial and budgetary aspects are expected to start at the beginning of 2014. Concerning the timetable of the work of the Select Committee, we can say that the work of the Select Committee has to proceed in parallel to the work of the Preparatory Committee on the creation of the Unified Patent Court. Given the timetable of the Preparatory Committee, we envisage an entry into operation of the Unified Patent Court early 2015. The timetable of the work of the Select Committee needs to ensure that the implementation of the unitary patent shall be completed in due time before the entry into operation of the Unified Patent Court. The current roadmap of Select Committee foresees completion of the work of the Select Committee by June 2014.
- 36 In conclusion, I can say that we can expect that for the end of 2013, the Select Committee will have handled all institutional aspects, of course its creation, the definition of its composition, the adoption of its Rules of Procedure. Also for the end of 2013, the Select Committee will also have finalized a first review of the implementing rules of the unitary patent protection and shall have initiated a preliminary discussion on the financial and budgetary aspects of the implementation of the unitary patent protection. By the beginning of 2014, the Committee will continue its work on the issue of substance in order to take a final decision on this issue by June 2014.
- 37 I hope I could give you an overview on the state of the implementation of the unitary patent protection within the Select Committee. Thank you for your attention and I remain at your disposal if you need further information. Thank you.”

38 **Klaus-Heiner Lehne:**

39 “Vielen herzlichen Dank für diese umfassenden Informationen. Jetzt haben wir als nächstes Frau Margot Fröhlinger, die jetzt heute mal für das Europäische Patentamt bei uns ist, früher war sie öfter in anderer Funktion hier. Bitte.“

40 **Margot Fröhlinger:**⁵

41 „Thank you, Mr Chairman. Honorable members of the Committee, I can be brief in order not to overlap too much with the work of the Select Committee as reported by the Chairman of that Committee. The EU Regulation on the unitary patent protection asks the participating member states to entrust a number of administrative tasks to the European Patent Office. It is not the EU Regulation which entrusts these tasks. The member states are asked and obliged to entrust these tasks to the European Patent Office and the member states are entitled to do so, because this is foreseen in the European Patent Convention itself.

42 Among these tasks are, for example, the reception of requests for unitary patent protection, the processing of such requests, the reception of other entries into the register, the maintenance of a register on unitary patent protection, but also, as already mentioned by the Chairman of the Select Committee, the compensation scheme for translation costs or the collection and distribution of renewal fees. The European Patent Office will carry out these tasks not autonomously. The Regulation explicitly foresees that the member states have to ensure the governance and the supervision of these tasks by the European Patent Office and this is the task of the Select Committee.

43 In addition, decisions of the European Patent Office are subject to appeals to the Unified Patent Court. In that respect, the Unified Patent Court, which is normally a civil court of the member states dealing with private party litigation, in the respect of decisions, administrative decisions of the EPO, this court has also the function of an administrative court. The European Patent Office is currently internally preparing the implementation in technical terms, because we have, for instance, to build a new IT system for dealing with requests for unitary patent protection and with other entries into the register. We have to create the register and, as the chairman of the Select Committee has explained already, everything should normally be ready in due time before the entry into force of the Unified Patent Court and our calendar is therefore June 2014.

44 We have also still to fix all the technical detail concerning the procedures before the European Patent Office, because the EU Regulation lays down criteria and the broad principles of the procedure, but the technical detail has still to be fixed. For instance, if a request for a unitary patent protection has been submitted too late, if the deadline of one month has been missed, can this be corrected? If some procedural requirements have not been met, if a translation, for instance, which during a transitional period has still to be provided, if this translation is missing, can this be corrected? All these detailed technical questions have still to be laid down. This will be the subject of implemented rules, which have been prepared by the European Patent Office, which are currently under discussion in the Select Committee and under consultation also with our user observers, among them Business Europe.

45 What will be very important is that we create the system in a way that it is expeditious, efficient and not costly. We will use our best endeavors to ensure this, the importance of the price of the unitary patent has already been highlighted by the European Commission. We have for instance, the European Patent Office, we have proposed that for this administrative procedure, requesting the registration of unitary protection, there will be no administrative fee. So this should be free of charge for the patent holder.

⁵ Transcript of the English original speech, from 15:56:46.

- 46 Other technical details need to be fixed concerning the compensation scheme. The chairman of the Select Committee has mentioned already certain questions, but there are other questions. You remember the discussion that this compensation scheme should be limited to SMEs, public research institutions and individual inventors. Now the question is, for instance, shall we request the patent holder to produce evidence, shall we have a complicated procedure to prove all this, or shall we just work with a self-assessment declaration which is also common custom for SMEs subsidies at EU level? So, these are all questions which are under discussion. We have made proposals, we have presented options to the member states, and this needs still to be decided.
- 47 But I would like to make some remarks also on a separate, but related issue, which is our machine translation program. Because the availability of high-quality machine translations for all EU languages has been an important component in the finding of the final compromise concerning the applicable translation arrangements. We have therefore in the European Patent Office made a special effort to roll out the machine translation program.
- 48 We have machine translations available from and into English, into almost all EU languages now, except for the three Baltic languages and for Croatian, but the launch of these language pairs is imminent. For us, machine translations are not only for the implementation of the unitary patent, they are also a very important element of our patent information policy and of our patent quality policy. Therefore, apart from the EU languages, we have developed also language pairs for Chinese and Japanese, and Korean and Russian are underway.
- 49 To give you an idea about the importance of machine translations, we receive daily around 10.000 requests for machine translations on our site. These machine translations are available to everybody, free of charge, at a simple click of a mouse. And, on a monthly basis, for instance, we have 40.000 requests for translations from German into English, more than 15.000 per month from French into English and but also several thousand for English to Italian or English to Spanish. Even for Bulgarian and Romanian which have been launched very recently, we have several hundreds already per month, requests for translations.
- 50 So this gives you an idea about the importance and the interest in these machine translations. We are very confident that the quality of the machine translations will be such that, in some years, we will be able to phase out the additional translation which during the transitional period still has to be provided by the patent holder, and by this we can achieve further cost savings for holders and applicants for the unitary patent. Thank you very much for your attention.”
- 51 **Klaus-Heiner Lehne:**
- 52 “Vielen herzlichen Dank, Frau Fröhlinger. Jetzt haben wir als nächstes Herrn Paul van Beukering. Er ist der Vorsitzende des Vorbereitungskomitees für den Patentgerichtshof. Bitte, Herr van Beukering.“
- 53 **Paul van Beukering:**⁶
- 54 „Thank you very much. Like Mr Debrulle I recall the very important role this Committee has played in the creation of the patent package. Also therefore, I appreciate it very much that after slightly less than a year you take the interest in where we are.
- 55 It was the desire of the contracting states of the Unified Patent Court Agreement that a Preparatory Committee composed of representatives of the contracting states would be tasked with

⁶ Transcript of the English original speech, from 16:05:47.

preparing all practical arrangements for the early establishment and coming into operation of the UPC. To this end, the Irish Presidency convened an inaugural meeting of the Committee on the 26th of March. That was slightly more than a month after the signing of the Agreement and I think that is a sign of the determination of the contracting states to really create this court.

- 56 At its first meeting, the Committee elected the Chair and Vice-Chair, coordinators were elected and a secretariat was installed. It was also decided that early 2015 would constitute an ambitious, but realistic target date for the entry into operation of the court. To date, the Committee has held three meetings, at which, amongst other issues, it established its roadmap, it launched a pre-selection procedure for the future judges of the UPC, it launched a public consultation on the draft Rules of Procedure of the UPC and discussed the financing of costs in the preparatory phase.
- 57 We have broken down our work into five areas, each of which a coordinator is responsible to lead a sub-group of contracting states and report back on the group's works. A comprehensive overview of the preparatory work that needs to be done can be found in the Committee's roadmap which was agreed at the second meeting of the Committee. All this can be found on the dedicated website of the Committee which is www.unified-patent-court.org. It is the Committee's objective to make sure that the court is, from the outset, operational in early 2015. We shall [inaudible] that we will need sufficient experienced judges, it will be required staff, a legal and financial framework, adequate facilities and electronic case management or filing systems. Patent holders wishing to opt out their patents shall have the opportunity to register their opt-out in advance.
- 58 Preparing the Rules of Procedure is the most urgent and extensive task of the Legal group and Mr Karcher will explain on that later on. Further work of this group includes the setting up of an Arbitration and Mediation Centre, a Patent Attorneys Litigation Certificate, a schedule of court fees, rules governing the registry, rules on legal aid, rules on advisory budget and administrative committees.
- 59 The working group on financial aspects is preparing drafts of financial regulations, draft budgets for the first years of the UPC and draft rules for the contributions of member states. Concerning salary and pension schemes, it has been considered whether this can be outsourced.
- 60 It is the challenge of the IT group to procure an electronic filing and case management system. A range of options for procuring such a system have been explored, from a bespoke turn-key system at the one extreme to a standardized commercial off-the-shelf system at the other. A promising approach is the use of a proprietary cloud-based system that minimizes cost and development time, but ensures an adequate level of tailoring to meet the court's needs. We plan to decide on the way forward on this this year.
- 61 With regard to facilities, possible premises of the different divisions of the court are identified by the contracting states and a working group is identifying which costs are to be borne by countries that host a division and which costs are to be borne by the court itself. And we are defining common minimum specifications for the divisions.
- 62 As it has been said before, the availability of a sufficient number of high-quality judges is key to the success of the court and work in the Human resources and training group has prioritized preparations for the nominations of the first group of judges and organizations of the first pool of judges. In these tasks, the human resources and training group is assisted by an advisory panel, composed of experienced or active or former members of chambers of appeal of Supreme Courts or former lawyers with recognized experience in patent litigation. And this panel advises on both the assessment of the qualification and experience of candidates and in the establishment of the training requirements for the candidate judges.

- 63 Recently, we have launched a pre-selection procedure calling for the expression of interest of candidates, both on a part-time and full-time basis, both for legally and technically qualified judges. This pre-selection process is without prejudice to the formal appointment procedure. The aim of the pre-selection procedure is to draw up a provisional list of suitable candidates, allowing the candidates to participate in a training programme.
- 64 The training for legally qualified judges will consist of advanced courses in patent law and patent litigation, possibly combined with mock trials and internships at experienced patent courts as well as courses on the UPC Agreement and the Rules of Procedure.
- 65 For the technically qualified judges, the training will consist of basic concepts of patent law, relating in particular to the validity, and basic concepts of civil procedure, as well as training on the UPC Agreement and the Rules of Procedure. And for both technically and legally qualified judges, language training will be provided.
- 66 As it has been said before, in probably all contracting states work is on the way to make the necessary preparations for ratifying the Agreement, Austria has already ratified the Agreement on the 7th of August. The Agreement gives contracting states the possibility to setting up Local or Regional Divisions and many contracting states are in different stages of their decision-making progress in this regard.
- 67 In conclusion, one can say that still much work needs to be done. But nevertheless, it can be said that the Preparatory Committee...our work is way on track and the first results can be shown. I think, generally speaking, our work finds good reception amongst practitioners and users and I hope Mr Sueur will confirm that later on. Moreover, I think I find it very encouraging that work is being done by many colleagues and experts in different member states throughout Europe, this making this a true European project. I thank you for your attention and remain at your disposal for any questions that you may have.”
- 68 **Klaus-Heiner Lehne:**⁷
- 69 “Vielen herzlichen Dank, Herr van Beukering. Ich denke in der Tat, das ist ein richtig großes Projekt, und Sie haben das auch, denke ich, sehr treffend beschrieben, was alles dabei zu beachten ist, um so etwas auf die Beine zu stellen. Dann kommen wir jetzt als nächstes zu dem Bereich der „Legal Framework Group“. Da darf ich Herrn Johannes Karcher begrüßen, er koordiniert die „Legal Framework Group“, und ich würde ihn bitten, dass er jetzt zu uns spricht.“
- 70 **Johannes Karcher:**⁸
- 71 „Vielen Dank, Herr Vorsitzender. Die Arbeitsgruppe Recht befasst sich in ihren einzelnen Unterarbeitsgruppen mit einer Reihe von Fragen der rechtlichen Implementierung des Patentpakets. Zu nennen sind die Geschäftsordnungen der Ausschüsse des Gerichts, Kanzleiregeln, die Struktur der Gerichtsgebühren, Regeln für die Prozesskostenhilfe, ein Zertifikat für die Vertretung vor Gericht durch Patentanwälte und eine Mediations- und Schiedsordnung. Neben diesen Aufgaben geht es ganz zentral um eine Verfahrensordnung des Gerichts, und das ist das heutige Thema hier auch.
- 72 Zum Stand der Arbeiten kann man zusammenfassen bei der Verfahrensordnung, dass die Diskussionen auf der Grundlage eines Entwurfs einer Expertengruppe der Kommission vom Mai 2013 geführt werden. Dazu hat es eine schriftliche Anhörung durch den vorbereitenden Aus-

⁷ Transcript of the German original speech, from 16:13:50.

⁸ Transcript of the German original speech, from 16:14:15.

schluss gegeben, von Juni bis Oktober 2013. Innerhalb dieser Anhörung sind über 100 Stellungnahmen von Verbänden, Berufsorganisationen, Kanzleien und Universitäten eingegangen.

- 73 Der weitere Ablauf der Arbeiten sieht so aus, dass bis Ende 2013/Anfang 2014 die eingegangenen Stellungnahmen durch die eben genannte Expertengruppe bewertet werden, mit Ergänzungen und Ergänzungsvorschlägen für den Entwurf. Anfang 2014 wird dann die Arbeitsgruppe Recht die Arbeiten übernehmen, in der Untergruppe Verfahrensordnung. Geplant ist auch eine mündliche Anhörung durch die Arbeitsgruppe. Bis Sommer 2014 soll dann ein revidierter Entwurf vorliegen und die Billigung des vorbereitenden Ausschusses der Verfahrensordnung eingeholt werden.
- 74 Hinweisen möchte ich darauf, dass meine Ausführungen heute hier als persönliche Auffassung zu verstehen sind, denn die Beratungen zur Verfahrensordnung in der Arbeitsgruppe haben ja noch nicht eingesetzt, so dass also die Positionierung in Einzelfragen der Arbeitsgruppe natürlich vorbehalten bleiben muss. Dafür bitte ich um Verständnis.
- 75 Zur Sache ist auszuführen, dass die Grundlage für die Verfahrensordnung in Artikel 41 des Übereinkommens für ein Einheitliches Patentgericht geregelt ist. Diese Rechtsgrundlage sieht vor, dass die Verfahrensordnung im Einklang mit dem Übereinkommen stehen muss. Das ist insofern wichtig, als das Übereinkommen bereits eine Reihe von konkreten Vorgaben für die Ausgestaltung der Verfahrensordnung macht, die bei der Prozessordnung dann zu beachten sind. Zu nennen sind in diesem Zusammenhang z. B. eine Reihe von Verfahrensgrundsätzen, der Grundsatz des fairen Verfahrens, Grundsatz der Öffentlichkeit der Verhandlungen, die Dispositionsmaxime, der Beibringungsgrundsatz für Tatsachen und Beweismittel, der Grundsatz des rechtlichen Gehörs oder die freie Beweiswürdigung durch das Gericht.
- 76 Zur Zuständigkeit sieht das Übereinkommen bereits vor, dass als gemeinsames Gericht der teilnehmenden EU-Mitgliedsstaaten die „Brüssel-II“-Verordnung 1215 aus 2012 über die gerichtliche Zuständigkeit, Anerkennung und Vollstreckung Anwendung findet. Herr Delsaux hat insofern darauf verwiesen, dass derzeit gerade Verhandlungen über die Anpassung und Ergänzung dieser Verordnung zur Klarstellung laufen.
- 77 Die Gliederung des Verfahrens in drei Abschnitte – ein schriftliches Verfahren, ein Zwischenverfahren und ein mündliches Verfahren – ist im Übereinkommen bereits angelegt. Auch der Kanon zulässiger Beweismittel und Beweisgrundsätze sowie die aktive Rolle des Gerichts bei der Beweisaufnahme sind im Übereinkommen enthalten. Das Gericht kann auch die Vorlage von Beweismitteln anordnen, Maßnahmen zur Beweissicherung treffen und Vermögensgegenstände sicherstellen. Diese Vorschriften dienen der Umsetzung der Durchsetzungsrichtlinie EG/2004/48, die die Mitgliedsstaaten für ihr gemeinsames Gericht auf diese Weise auch anwendbar machen.
- 78 Auch für den Fall einer Verletzungsklage und einer Nichtigkeitswiderklage ist im Übereinkommen bereits geregelt, wie das Gericht verfahren kann. Diese Frage ist sogar Gegenstand sehr intensiver Beratungen gewesen, die wie folgt entschieden wurden: Die angerufene Kammer kann nach eigenem – so steht es im Übereinkommen – nach eigenem Ermessen beide Klagen zusammen entscheiden, eine Verbundentscheidung, oder sie kann die Nichtigkeitsklage auch an die Zentralkammer abgeben und das Verletzungsverfahren fortführen oder aussetzen.
- 79 Zu Rechtsmitteln sind auch hier Vorgaben im Übereinkommen enthalten. Rechtsmittel haben grundsätzlich keine aufschiebende Wirkung, das Gericht kann diese aber anordnen. Grundsätzlich können nur erstinstanzliche Entscheidungen im Hauptsacheverfahren oder einstweiligen Rechtsschutz angefochten werden. Sonstige Entscheidungen des Gerichts wie gerade prozessleitende Verfügungen können, im Grundsatz, nur zusammen mit der Endentscheidung angefochten werden. Die Verfahrensordnung muss diese Vorgaben, von denen ich nur einige

erwähnt habe aus dem Übereinkommen, beachten und kann in diesem Rahmen nähere Ausführungen machen.

- 80 Zu dem vorliegenden Entwurf einige grundsätzliche Worte. Der Entwurf enthält aus meiner Sicht eine sehr gute Grundlage für die Ausgestaltung eines effizienten und transparenten Verfahrens, das in einer überschaubaren Zeit zu einer abschließenden Entscheidung führt und damit auch Rechtssicherheit für die Parteien herbeiführt. Der vorliegende Text weist Elemente unterschiedlicher europäischer Rechtstraditionen auf, die, im Großen und Ganzen, zu einer sehr gelungenen Synthese eines einheitlichen Verfahrens zusammengefasst werden. Auch wenn im Detail natürlich Diskussionsbedarf besteht, kann man festhalten, dass die Nutzer das vorgeschlagene Verfahren insgesamt begrüßen. Das ergibt sich, meine ich, aus den eingegangenen Stellungnahmen ganz eindeutig.
- 81 Der Entwurf der Verfahrensordnung behandelt im Einzelnen fünf verschiedene Abschnitte des Verfahrens. Im Teil 1 der Verfahrensordnung geht es um die Ausgestaltung der drei Verfahrensabschnitte. Für jede Klage sind die Schriftsätze und die dazugehörigen Fristen geregelt. Die Aufgabe des Berichterstatters, dem im Zwischenverfahren die Vorbereitung der mündlichen Verhandlung in effizienter Weise obliegt, ist im Einzelnen ausgestaltet. Er kann Verständnisfragen klären, zusätzliche Beweisantritte anregen und damit den Verfahrensschwerpunkt unter den Parteien klären. Die mündliche Verhandlung und Beweisaufnahme findet dann unter Leitung des Vorsitzenden des Gerichts statt. Die Entscheidung kann vorsehen, dass die Vollstreckung von einer Sicherheitsleistung abhängig gemacht wird. Auch kann die Vollstreckung einer Maßnahme unter Umständen durch eine Entschädigungsleistung abgewendet werden.
- 82 Zum Beweisrecht, das ist der zweite Teil der Verfahrensordnung, gibt es einige hervorzuhelbende Parameter. Unbestrittener Sachvortrag gilt danach als zugestanden. Das Gericht bestimmt das Beweisthema. Pflichten der Parteien zum Beweisantritt, wenn die ihre Ansprüche stützenden Tatsachen streitig sind, sind auch vorgesehen. Der Zeugenbeweis wird durch die Vorlage einer Erklärung des Zeugen geführt, das Gericht kann aber den Zeugen auch im Einzelnen einvernehmen. Sachverständige werden nach der Verfahrensordnung, dem Entwurf, durch das Gericht beauftragt.
- 83 Der einstweilige Rechtsschutz, das ist Teil 3 des Entwurfs der Verfahrensordnung, sieht ein summarisches Verfahren vor, also keine volle Beweisführung erforderlich. Auch hier haben wir einen schriftlichen und einen mündlichen Teil, natürlich mit verkürzten Fristen wegen der Dringlichkeit dieses Verfahrenstyps. Der Erlass einstweiliger Maßnahmen steht im Ermessen des Gerichts, und dabei berücksichtigt das Gericht die Interessen der Parteien, auch das ist ein ganz wichtiger Grundsatz. Das Gericht kann Sicherheitsleistung für den Ersatz von Schäden anordnen für den Fall, dass die Verfügung doch später aufgehoben wird. Es muss dies tun, wenn, was auch möglich ist, das Gericht ohne die Anhörung des Gegners entscheidet.
- 84 Für die Berufung sind, wie für die erste Instanz, vergleichbare Verfahrensregelungen vorgesehen, die ich mit Blick auf die Uhr hier vielleicht lieber überspringen möchte und komme damit zum Abschluss, bei dem ich darauf hinweisen möchte, dass im letzten Teil der Verfahrensordnung noch eine Reihe allgemeiner Vorschriften enthalten ist, die also die prozessualen Elemente vollständig abdecken. Es geht hier um Regelungen der Zustellung von Entscheidungen. Die Prozessvertretungsregelungen sind hier enthalten; auch, wie das Gericht das Verfahren aussetzt. Fristenberechnung ist hier vorgesehen. Wie man mit der Mehrheit der Parteien und dem Parteiwechsel umgeht. Die Vorschriften zur Vollstreckung sind enthalten im Entwurf. Gerichtsgebühren und Prozesskostenhilfe. All diese allgemeinen Entscheidungen und Vorgaben haben wir am Ende der Verfahrensordnung im Entwurf enthalten.
- 85 Ich denke, das ist ein Überblick, bei dem ich es bewenden lassen möchte. Vielen Dank, Herr Vorsitzender.“

86 **Klaus-Heiner Lehne:**

87 „Vielen herzlichen Dank, Herr Karcher. Dann kommen wir jetzt zu Herrn Prof. Winfried Tilmann, der Mitglied des Drafting Committees für die Rules of Procedure ist. Herr Prof. Tilmann, bitte.“

88 **Winfried Tilmann:**⁹

89 „Herr Vorsitzender, Mitglieder des Rechtsausschusses. Dass wir überhaupt hier sitzen, das verdanken wir ja Ihnen. Sie haben im letzten Jahr durch Ihren entschiedenen Widerstand verhindert, dass eine Verordnung ohne Unterlassungsanspruch geschaffen wurde und damit ohne Rechtsgrundlage im Unionsrecht. Sie haben einen Artikel 5 der Verordnung hier entwickelt, der nach meiner Meinung ein durch und durch unionsrechtlicher Unterlassungsanspruch ist, und wir hoffen alle, dass diese Frage auch vom Europäischen Gerichtshof so gesehen wird, bei den zwei Klagen Spaniens, die ja bei ihm anhängig sind gegen die beiden Verordnungen, Unionspatent und Übersetzungsverordnung. Interessanterweise, der Kampf um den Unterlassungsanspruch setzt sich auch jetzt noch weiter fort, gegenüber diesen einfachen europäischen Patenten, darauf komme ich noch zurück.

90 Der Redaktionsausschuss, dem ich angehöre, hat inzwischen schon 15 Fassungen der Verfahrensordnung erarbeitet. Sie können also davon ausgehen, dass wir keinen Stein nicht umgedreht haben, der umzudrehen ist. Dennoch war diese Anhörung, die jetzt abgeschlossen ist, ein großer Gewinn. Nicht nur, dass da viele Einzelheiten doch noch aufgetaucht sind. Mein Eindruck ist, der Hauptzweck dieser Anhörung war, dass sich die beteiligten Kreise erstmals intensiv mit dem Gerichtsübereinkommen befasst haben und der Verfahrensordnung und dabei entdeckt haben, dass die Sache doch sehr viel günstiger aussieht, als man zuerst gemeint und befürchtet hatte. Die während der Vorbereitung oft sehr lautstark und übertrieben geäußerten Befürchtungen sind praktisch verstummt. Jetzt geht es allen Beteiligten im Wesentlichen darum, eine praktikable Fassung der Verfahrensordnung zu entwickeln, die ausgeglichen ist, ausgeglichen für Kläger und Beklagte.

91 110 Eingaben sind uns geschickt worden. Ich habe das hier mal aufgeschrieben, der Vorsitzende kann das leider nicht sehen. Oder können Sie es doch sehen? Ah, ja. Wunderbar. Sie sehen also, 110 Eingaben. Davon 20 von Firmen, 10 davon USA. Die kümmern sich in rührender Weise tatsächlich um unsere europäische Verfahrensordnung. Warum? Weil sie auch viele amerikanische Patente eben hier in Europa anmelden. Dann 22 Industrieverbände, meistens IT und Pharma, auch sehr deutlich von Angelsachsen geprägt. Dann 15 IP-Associations, 39 Rechtsanwälte/Patentanwälte/Verbindungen oder Einzelunternehmen, 11 Einzelpersonen und dann Sonstiges. Dazu hätte ich noch schreiben sollen, auch Universitäten, Gerichte, öffentliche Einrichtungen, also auch Universitäten. Insgesamt sind mehr als 600 Einzelvorschläge gemacht worden, die ich bis einschließlich heute Morgen alle durchgearbeitet habe und meine Meinung dazu entwickelt habe.

92 Welche Themen standen im Vordergrund? Ich will nur drei Themen nennen. Einmal, dieses Unterlassungsgebot. Da haben tatsächlich die Unternehmen der IT-Industry – also Mobile, Handys – große Sorgen. Diese Sorgen kommen aus Amerika, aus USA. Dort sind inzwischen, wenn man richtig berichtet, mehr als 50 Prozent der Klagen von sogenannten „Trolls“ entwickelt worden oder eingebracht worden, also von Unternehmen, die selbst nicht auf dem Markt tätig sind, sondern einfach nur Patente halten. Diese Entwicklung hat in den USA zu einer Einschränkung des gerichtlichen Unterlassungsanspruchs geführt, die „eBay“-Entscheidung des Supreme Court. Das ist in Amerika möglich, weil dort das Unterlassungsgebot nicht auf einem Unterlassungsanspruch beruht, sondern eigentlich – eine „equity relief“ nennt man das – eine Maßnahme des Gerichts ist, die nach Redlichkeit und Fairness gewährt werden kann.

⁹ Transcript of the German original speech, from 16:23:47.

- 93 Für die Verfahrensordnung wünschen sich diese potenten Unternehmen – Google, Samsung –, in einer selteneren Einträchtigkeit nebeneinander, eine Einschränkung des Unterlassungsgebots bei der einstweiligen Verfügung und bei dem Endurteil. Das Gericht soll sehr sorgfältig Interessen abwägen und möglichst bei Klägern ohne eigene Markttätigkeit nur Schadensersatz gewähren, aber keine Unterlassung.
- 94 Interessanterweise vertritt die Pharma-Industrie einen etwas anderen Standpunkt. Ihr geht es nämlich darum, auch kleine Generika-Hersteller, die ihre Pillen in der eigenen Garage fertigen, mit dem Unterlassungsanspruch überziehen zu können, um ihre Tätigkeit über den gemeinsamen Markt zu verhindern.
- 95 Das Gerichtsabkommen und die Verfahrensordnung müssen gegenüber diesen verschiedenartigen Wünschen eine mittlere Linie fahren, die ist vorgegeben worden durch die Durchsetzungsrichtlinie. Der Artikel 3 dort fordert einerseits „wirksame, angemessene und abschreckende Maßnahmen“ zum Schutz des geistigen Eigentums, aber andererseits auch faire und interessengerechte Maßnahmen.
- 96 Wichtig ist zu erkennen, dass die Ausgangslage in Europa eine andere ist. Wir haben hier einen Unterlassungsanspruch, einen zivilrechtlichen Unterlassungsanspruch, der im Grundsatz vom Gericht gewährt werden muss, was selbstverständlich Ausnahmen zulässt. Die Vorschrift im Abkommen sagt „kann“, „may“. Eine Unterlassung kann vom Gericht ausgesprochen werden, nicht muss. Es geht aber im Wesentlichen um prozessuale Sicherheiten. Die sehen, ganz kurz zusammengefasst, so aus: Eine Verpflichtung zur Sicherheitsleistung bei der Vollstreckung. Dann eine Schadensersatzpflicht bei voreiliger Vollstreckung. Dann eine sofortige Berufung zu dem „standing judge“, zum Bereitschaftsrichter beim Berufungsgericht, und die Verpflichtung der unterlegenen Partei, die Kosten des obsiegenden Gegners zu tragen.
- 97 Der zweite Punkt, auf den ich eingehen will, das ist die berühmte Bifurcation. Das ist die Trennung zwischen Verletzungsverfahren und Nichtigkeitsverfahren mit dem Ziel, eine Spezialisierung hervorzurufen, nämlich für Verletzungen die Verletzungengerichte, für die Nichtigkeit die Zentralkammern. Es handelt sich hier bei der Bifurcation um ein Lieblings-Sorgenthema unserer Freunde aus Großbritannien. Hier sind Versuche zu beobachten, eine verlorene Schlacht – nämlich über die Bifurcation, die steht ja im Abkommen drin – nun über die Verfahrensordnung und das Berufungsgericht doch noch teilweise zu gewinnen. Konkret, ich mache das ganz kurz, geht es darum, das Ermessen der Kammer bei der Bifurcation einzuschränken. Zweitens geht es darum, die prozessleitende Anordnung der Bifurcation schon mit einem Rechtsmittel angegriffen werden kann, das vom Berufungsgericht zuzulassen ist. Damit verbindet man die Hoffnung, dass das Berufungsgericht die Kammern an die Hand nimmt und sie von Anfang an steuert.
- 98 Drittes Thema ist das berühmte Opt-out. In sieben Jahren Übergangsfrist kann man sagen „mein Patent soll eben nicht von diesem Gericht bearbeitet werden, sondern soll zu den nationalen Gerichten gehen“. Da hieß bisher die Devise der Angsthasen, will ich mal sagen: „Wir machen einfach für alle Patente ein Opt-out. Und wenn wir sehen, dass das Gericht gut arbeitet, dann kommen wir zurück mit einem Opt-in.“ Das ist aber nicht so einfach.
- 99 Inzwischen setzt sich vor allem die Erkenntnis durch, dass es doch recht gut ist, sich diesem neuen Gericht anzuvertrauen. Dieses Abkommen gewährt ja erstmal in weiterem Umfang, das ist unbekannt, eine Rechtsharmonisierung. Und zweitens kann das Urteil des Gerichts in allen Staaten vollstreckt werden. Es gilt erstmal in allen Staaten, Artikel 43, und kann in allen Staaten vollstreckt werden, Artikel 82. Wir haben also so eine Art kleines Einheitspatent schon mit dem Gerichtsübereinkommen. Natürlich, das eigentliche Einheitspatent geht noch etwas weiter.

100 Es erkennen im übrigen die Unternehmen und ihre Berater, dass dieses Opt-out und Opt-in mit Gefahren verbunden sind, da gibt es Fallen, in die man hineinfallen kann. Deswegen muss der Berater sehr sorgfältig überlegen, ob er im Einzelfall einem Opt-out zurät oder nicht.

101 Wir werden die 600 Vorschläge eingehend prüfen und dem Unterausschuss von Herrn Karcher zuleiten. Vielen Dank, Herr Vorsitzender.“

102 **Klaus-Heiner Lehne:**

103 „Vielen herzlichen Dank, Herr Prof. Tilmann. Dann kommen wir jetzt zu Herrn Thierry Sueur – ich hoffe, ich habe es richtig ausgesprochen – von Business Europe. Das ist sozusagen der Repräsentant des Haupt-Stakeholders, nämlich der Patentantragsteller. Bitte, Sie haben das Wort.“

104 **Thierry Sueur:**¹⁰

105 „Thank you very much and thank you very much for giving me the floor. In fact, as we have listened to Prof Tilmann, how it may be difficult to represent the industry, because all the stakeholders have some different opinions, depending essentially on the field of activity, from time to time depending on the nationality, too. I do my best, but I can tell that before coming here, I received a few messages saying “What are you going to say?”. Of course, I did not answer, surprise, surprise.

106 Before starting, I would like just to point out that since our last hearing we had here, something important happened. It is the publication of this document. It is the study, economic study published in September, organized by the European Patent Office and the OHIM, which is very important. I think for us, it is a big change, because before, IP was more a question of “You believe” or “You don’t believe”. I think now we have a business case, we have some facts, we have some figures. Everything may be challenged and I have not seen any economic study which cannot be challenged, but at least we will have a base for discussion in the future. Thus, I think it is important to rely on that and to see what we do, what we learn, because there are some impressive figures about the number of jobs created thanks to IP, the share of export in Europe. So let us keep that in mind.

107 Now, going back to our patent and court. And let us start first with the unitary patent. We think still that it is an essential step for Europe, for European companies. And we believe that we will be able in the future to get protection in the same way as our American friends or Japanese or Chinese or are having access to protection which means at an affordable cost. But there is a big “if” attached to the benefit of the new system for the industry.

108 We will [inaudible] the benefit of the system if the cost for obtaining the unitary protection is affordable. Already today, with the European patent, we know that, due to the high cost that we have, there are some holes in protection with consequences, very bad consequences. In [inaudible] companies which, because they could not afford obtaining protection in the 28 countries, were leaving some holes and, of course, it is in these holes that infringing products were exported or imported.

109 The major cost factor for the unitary protection will be the fees an innovator has to pay per year to keep the unitary patent in force, the so-called renewal fees. Article 12 of the Regulation provides guidance to the participating member states, the Select Committee, but it is general guidance, no precise enough in my mind.

¹⁰ Transcript of the English original speech, from 16:34:11.

- 110 In fact, there are three main players in this game whose interests must be taken into consideration: The European Patent Office, the member states and the innovators. What is not clear is how these various interests will be reconciled, very difficult. As regards the EPO, there seems to be a general agreement that the additional administrative cost generated by the new task entrusted to it must be compensated and that the overall balance of the EPO budget must not be jeopardized.
- 111 Then, the real issue is likely to be elsewhere. It will be the expectation of the member states regarding the revenues they will draw collectively and individually from the new system. To put things simply and maybe bluntly: The more they will want, again collectively, over and above of what they get at present with the EP system, the less attractive and beneficial the new system will be for innovators and for the competitiveness of Europe.
- 112 At the end of the day, the question will be: Was the new system designed to improve the situation of innovators in Europe or was it designed to increase the revenues of national patent offices? We have to answer this question. Let us be clear, this is likely to be a make or wreck issue for the future unitary protection.
- 113 Now, let us turn to the court. You mentioned the question of Opt-out/Opt-in. This is a hot issue and this is one point where my colleagues were asking me “What are you going to say?” I was going to say opting in or out –...no, no, I will not give the answer... – will generate costs. Somebody has to pay for it. This question is: Is everybody supposed to pay for the benefit of the system or will those who are opting in and out pay for it? This is the simple question, considering also that we should talk about cost, not about cost plus, to minimize the impact of this financial question.
- 114 Now let us turn to the real project, a really exciting project, because it will eventually lead to a litigation system for Europe, based on a single court, comprised of experienced judges, having its own procedures and handing down decisions producing effect for the whole territory of the Union or almost, as we know. But the formidable challenge is, although most based on best experience and the practices available in the member states, that this unified court will be an entirely new body to be fully organized before the entry into force of the patent package. All the topics handled by the five working groups, mentioned by Paul before, are essential and we look forward to review them and comment on them as soon as the work has sufficiently matured.
- 115 In fact, we had such an opportunity with the consultation and we have seen the big number of answers you received. One central issue seems to be the degree of discretion given to the court and the judges in conducting all aspects of the litigation procedures. Many commentators apparently believe that the draft Rules offer too high a degree of discretionary powers to the judges. When it comes to proposing limits to these powers, however, it is clear that the different needs of industrial sectors and the different traditions in national systems lead to widely different approaches. You have been showing that during your presentation. The task before the Drafting Committee and eventually the Preparatory Committee is daunting. We can simply hope that they do not lose sight of the forest for the trees. We also believe that we should not ignore the basic treaties in IP, the Paris Convention and TRIPS.
- 116 This leads to what I believe is the most crucial aspect of the setting up of the Unified Court. The court is only as good as its judges are. The whole concept of a unified court was based right from the start on the premise that it would be populated with experienced judges. This is still, and more than ever, the single most important condition for the success of the court and its usefulness for the benefit of the European economy.
- 117 Let me put it bluntly: While there is no reason to exclude a competent and experienced judge, whatever his nationality from any participating member state, it is essential that no insufficiently competent or experienced judge [inaudible]. With that in mind, we urge the member

states to start as soon as possible the selection –we have heard it is starting now – and the training. Training will be essential for the future judges, including as regards their language abilities, so that they can sit on as many panels as possible.

118 Basically, I am confident. I have been mentioning many times, that we should not forget what happened at the EPO. We were very nervous forty years ago of what will happen at the EPO. Would it be a German system? Would it be a British system? At the end of the day, I think for the Unified Court, the same thing that happened at the EPO will happen. When you talk to judges, you understand that the German judges do not want to do as they were doing in Germany. The British judges do not want to do as they were doing in the UK, the same for France and Dutch and others. They will build a fully new system with the whole freedom they will have in the system. This will be a unique system. I still, maybe I am too optimist, but I am still believing that, in the end, it will work.

119 I would just like to remind you of a sentence of Anatole France: “To accomplish great things, we must not only act, we also dream; not only plan, but also believe.” I am believing and dreaming. Thank you.”

120 **Klaus-Heiner Lehne:**¹¹

121 “Vielen herzlichen Dank. Wir sind ja als Rechtsausschuss von einigen der Sachverständigen hier ja auch ausdrücklich gelobt worden. Ich will mal das Lob zurückgeben und sagen, dass ich den Eindruck habe, dass die Vorbereitungen für die Umsetzung dessen, was politisch beschlossen worden ist, jedenfalls auf dem allerbesten Wege sind. Ich bin eigentlich aus meiner ersten Reaktion heraus sehr zufrieden mit dem, was ich hier so gerade gehört habe.

122 Ich könnte mir trotzdem vorstellen, dass die Kolleginnen und Kollegen Fragen haben und wollte deshalb die Fragerunde jetzt eröffnen. Wer möchte denn eine Frage stellen oder kommentieren? Niemand? Alle glücklich? Auch die Berichterstatter? Alle glücklich. Na, das ist doch gut, was wollen wir mehr. [Auf einen Einwurf aus dem Auditorium] Keine Fragen? Ja, gut. Es gibt politisch unterschiedliche Auffassungen zum Patent, die werden wir auch nicht mehr ändern, das ist so.

123 Gut, dann denke ich, schließen wir die Anhörung ab. Wir dürfen uns bei Ihnen ganz, ganz herzlich bedanken. Sie sehen, Sie haben den Ausschuss zufrieden gestellt. Wir wünschen Ihnen viel Erfolg bei der weiteren Arbeit. Ich denke, wenn das alles fertig ist, dann werden wir das vielleicht nochmal in einer geeigneten Art und Weise uns hier berichten lassen, wie die Umsetzung denn hinterher konkret im Einzelnen ausgesehen hat. Im Augenblick ist das ja noch Work in Progress, aber wir sind mit der Work in Progress von der politischen Seite hier jedenfalls in der Mehrheit sehr zufrieden. Danke Ihnen dafür, dass Sie gekommen sind.“

* * *

¹¹ Transcript of the German original speech, from 16:44:33.